l'Anticapitaliste

n°744 | 6 mars 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du **NPA ~ L'ANTICAPITALISTE**

UN 8 MARS CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET LES RÉACS

POUR UN FRONT FÉMINISTE, ANTIRACISTE ET SOCIAL

À LA UNE

Négociations Zelensky-Trump, l'axe russo-américain se consolide
Page 2

INTERNATIONAL

États-Unis. Trump ou les sept fléaux pour l'Amérique et le monde
Page 4

8 MARS

ARGUMENTS

Féminisme. En grève contre les reculs sociaux et l'avancée de l'extrême droite
Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Kay, militante dans le Milwaukee et membre du Comité national de Solidarity
Page 8

Édito

La fin de C8, pas celle de l'extrême droitisation des médias

Par **MANON BOLTANSKY**

Le 28 février, la chaîne emblématique de Bolloré C8 cessait d'émettre après avoir, de manière symbolique, diffusé *Unplanned*, un pseudo-documentaire de 2019, mensonger et violemment anti-avortement.
Contrairement à ce qu'elle a pu propager dans tout le groupe Bolloré, C8 n'est pas la seule chaîne qui a cessé d'émettre. NRJ12, dans la même situation, n'a pas crié à la censure politique, elle. L'extrême droite a donc livré une fois de plus son «récit»: une censure politique ciblée contre la chaîne Bolloré et ses porte-parole zélés, repeints pour l'occasion en défenseurs de la liberté d'expression!
Être diffusé sur la TNT n'est pourtant pas un droit des capitalistes sans contrepartie. Ces fréquences sont publiques, en nombre limité et prêtées gratuitement par l'État à des opérateurs privés. Gratuitement! En échange, ils s'engagent à respecter un cahier des charges. Que C8 a piétiné allègrement! Appels à la haine, fake news, outrances sexistes, racistes et réactionnaires lui ont d'ailleurs valu plus de 7,6 millions d'euros d'amende auprès de l'ARCOM.
C8 est devenu le porte-voix fidèle des extrêmes droites les plus décomplexées. Elle a joué un rôle déterminant dans la montée et la diffusion à une échelle de masse des idées les plus réactionnaires. Elle a participé, plus que tout autre média, à exploser la fenêtre d'Overton en dictant les sujets, les thématiques et les traitements racistes et antisociaux sur lesquels d'autres médias s'alignent désormais quotidiennement.
Parler de censure est d'autant plus ridicule que CNews continue d'émettre et de bafouer l'exigence de *«pluralisme et de respect de l'indépendance de l'information»* en donnant la parole aux mêmes fachos que sur les autres chaînes Bolloré. Des discours nauséabonds diffusés sur toutes les chaînes publiques comme privées, à la radio et dans la presse.
D'ailleurs, les animateurs stars de C8 n'ont même pas eu le temps d'aller pointer à France Travail qu'ils étaient déjà tous recasés.
Contrairement aux travailleurEs de base que Bolloré a refusé de reclasser et laissé sur le carreau: ces soi-disant «400 licenciements» dont l'État serait responsable! Encore une contre-vérité d'extrême droite puisque 250 employéEs ont été licenciés par le groupe Canal+ sans aucun rapport avec la fermeture de C8. Comme l'indique la CGT, le groupe Bolloré, comble du cynisme, a utilisé ce prétexte pour licencier simplement plus de personnels. Contre les fachos, le combat continue!

Bien dit

Aucune autre terre ne reflète la dure réalité que nous endurons depuis des décennies et à laquelle nous résistons encore, alors que nous appelons le monde à prendre des mesures sérieuses pour mettre fin à l'injustice et à l'épuration ethnique du peuple palestinien.

Basel Adra, scénariste et réalisateur avec Rachel Szor, Hamdan Ballal, Yuval Abraham du film documentaire *No Other Land*, en recevant l'Oscar du meilleur film documentaire, le 2 mars 2025.

À la Une

UKRAINE Négociations Zelensky-Trump, l'axe russo-américain se consolide

«**Zelensky :** *En Ukraine, avant ma présidence en 2014, Poutine a rompu* [les pourparlers] *vingt-cinq fois.*
Trump : *Il n'a jamais rompu avec moi.*
[…] **Zelensky :** *Aujourd'hui, il sait que nous avons une réunion, n'est-ce pas ? Pourquoi continue-t-il les bombardements ? Aujourd'hui, Poutine bombarde nos hôpitaux, nos écoles, etc.* […] *Parce qu'il ne veut pas arrêter. Mais j'espère que nous le ferons, vraiment, oui.*»

Extraits de la rencontre à la Maison Blanche, entre Trump, Zelensky et JD Vance, 28 février 2025.

L'échange tendu entre les nouveaux maîtres de Washington et le président ukrainien a fait le tour du monde. Les commentaires médiatiques, a minima en France, se sont concentrés sur l'aspect moral de la conversation, «l'humiliation» subie par Zelensky, face à l'injonction qui lui est faite de remercier servilement les deux hommes et les États-Unis.

Si la dignité et le courage dont a fait preuve Zelensky sont remarquables, les enjeux politiques de la conversation étaient tout autres. Les dernières sorties de Trump, épousant le discours du Kremlin sur la guerre, et le vote à l'ONU contre l'Ukraine, conjointement à la Russie, à Israël et au clan de pays dictatoriaux qui les soutiennent, avaient déjà acté le retournement d'alliance en cours. Alors, pourquoi cette mise en scène? Parce que Trump avait besoin de légitimer l'arrêt des livraisons d'armes et du soutien militaire, ce qu'il vient de faire le 4 mars.

Besoin d'armes

Car Zelensky n'était pas venu chercher du respect, mais bien ce soutien militaire indispensable à la survie d'une Ukraine libre et indépendante: *«C'est crucial.* […] *Sinon, Poutine ne s'arrêtera jamais. Et nous irons de plus en plus loin. Il ne s'agit pas de moi. Il déteste les Ukrainiens. Il pense que nous ne sommes pas une nation.»*
Les objectifs et la nature profonde du régime néofasciste russe, le peuple ukrainien les a parfaitement compris. Il en paie le prix fort: des centaines de milliers de morts, des territoires et des villes complètement rasés, des millions de réfugiéEs, de dizaines de milliers d'enfants pris à leurs familles et déportés pour être «russifiés». Et c'est bien cette vérité-là que beaucoup peinent à prononcer, des médias français jusqu'à cette gauche qui continue d'évacuer le sujet d'un revers de main, en expliquant doctement *«qu'ils ont diabolisé Poutine»*.

La nouvelle donne impérialiste

La réaction européenne, au pied du mur, semble chancelante. Derrière les déclarations de soutien ferme, des orientations contradictoires se dessinent. La Pologne et l'Angleterre semblent s'accrocher désespérément au grand frère étatsunien; la France ou l'Allemagne cherchent à s'adapter à la nouvelle donne à condition d'en sortir en position de force au sein de l'UE; la Hongrie et l'Italie veulent jouer aux médiateurs d'extrême droite pour l'Europe avec leurs homologues russe et étatsunien. Les pays baltes, scandinaves et d'Europe de l'Est sont les seuls véritables soutiens sans faille de l'Ukraine, étant eux-mêmes exposés à plus ou moins court terme à l'impérialisme russe.
Nous sommes à un point de bascule, avec le retour au premier plan de la question militaire et des forces fascisantes. Au lendemain de son entretien avec Zelensky, Trump commençait d'ailleurs à s'attaquer à Taïwan, en contribuant à l'isoler face à l'impérialisme chinois.

Sursaut nécessaire de la gauche et du monde syndical

Dans ce contexte, le maintien d'une alternative progressiste et révolutionnaire implique de suivre quelques boussoles, que nous indiquent notamment les camarades ukrainienNEs: la défense de la paix ne peut se faire par le désarmement des agresséEs, qui est au contraire la voie la plus rapide vers une extension généralisée de la guerre; la gauche se doit d'intervenir sur les enjeux liés aux armes — de la socialisation de la production au placement sous contrôle démocratique des décisions militaires. Dans l'immédiat, l'appel du RESU au sursaut de la gauche et du monde syndical et associatif est un point d'appui fondamental[1]. Il est vital que la gauche et touTEs les progressistes écoutent les peuples qui subissent la violence des impérialismes néofascistes et de l'indifférence — voire du mépris — campiste.

Gin et Elias Vola

1 – https://www.facebook.com/photo?fbid=610067201922061&set=a.102966242632162

Acturama

POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA SANTÉ

Plus de 500 habitantEs du 19e arrondissement de Paris ont manifesté le 1er mars pour le maintien du centre de santé Stalingrad géré par la Sécurité sociale à l'appel d'une vingtaine d'organisations et d'éluEs. Les députées LFI Danièle Obono et Sarah Legrain, ainsi que le maire, François Dagnaud, ont rappelé que, à la suite de leur audience au ministère de la Santé, un sursis a été arraché. Un encouragement pour le retrait du projet et du plan social.

Correspondante

© NPA

ÉCOLOGIE

A69 : victoire des opposantEs contre un projet écocide

Le tribunal administratif de Toulouse a annulé l'autorisation environnementale donnée par la préfecture au chantier de l'autoroute A69 (entre Castres et Toulouse). Toute poursuite des travaux est donc illégale.

Les juges ont accepté l'argument principal des opposantEs qu'avait développé la rapporteure publique. La raison impérative d'intérêt public majeur ne tient pas. En clair, l'utilité de l'autoroute, longuement analysée par le tribunal, ne justifie pas l'ampleur des dégâts environnementaux prévisibles. Ni le désenclavement économique du territoire de Castres-Mazamet (limité), ni la diminution du nombre d'accidents (non prouvée), ni l'amélioration de la qualité de vie des habitantEs (incertaine) ne justifient la destruction de 169 espèces protégées animales et végétales et de leurs habitats naturels.

NPA-L'Anticapitaliste

Les élus, la région et l'État font pression

Face à cette décision de justice, les politiques – de Delga, présidente de la région, au Rassemblement national – semblent refuser les principes d'un État de droit. Chantage à l'emploi, demande de modification de la loi, ils et elles sont unis dans une indifférence absolue aux enjeux climatiques et de préservation de la biodiversité. Même la ministre de l'Écologie, Agnès Pannier-Runacher, soutient le recours en appel du gouvernement ! Le préfet d'Occitanie demande un sursis d'exécution qui permettrait la reprise des travaux et le ministre des Transports promet de continuer de détricoter le code de l'environnement au nom de la simplification administrative (ça ne vous rappelle pas Musk et Trump…).

Si aujourd'hui les dégâts déjà infligés et les travaux de réhabilitation du territoire représentent un gâchis immense, ce sont bien les autorités publiques qui en sont responsables. Alors que le risque juridique était parfaitement connu, l'État a mis la pression pour faire démarrer le chantier, sans attendre qu'un juge administratif se prononce sur la légalité du projet.

« Une autre voie »

Gilles Garric, un des porte-parole du collectif La voie est libre, se réjouit de cette victoire. *« Le jugement reprend et légitime tous nos arguments »*, *« cette décision aura une grande influence dans les affaires à venir »*. La joie de toustes les opposantEs est à la mesure de leur engagement depuis des années, à la mesure des impacts environnementaux évités, à la mesure de la répression brutale subie : les Soulèvements de la Terre ont décompté 70 procès, 130 poursuites et 40 interdictions de territoire à l'encontre d'opposantEs. Gilles pense à la suite, la mobilisation juridique et sur le terrain pour que l'arrêt du chantier soit définitif, la réflexion collective autour du projet alternatif *« Une autre voie »*, la perspective des élections municipales dans toutes les communes concernées pour occuper les instances du pouvoir local.

Commission nationale écologie

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur :
l'Anticapitaliste.org

Raison impérative d'intérêt public majeur

Présente dans le code de l'environnement, la RIIPM (raison impérative d'intérêt public majeur) est la formule magique qui permet aux industriels et aux services de l'État de passer outre les dispositions du droit de l'environnement. Invoquée dans de nombreux projets industriels (production d'énergie, infrastructures routières et logistiques), elle permet d'éviter la procédure de demande de dérogation des espèces protégées. À condition de justifier de motifs qui ne soient pas purement économiques ou privés. Plusieurs tribunaux ne se sont pas laissé prendre, mais c'est la première fois qu'un projet d'infrastructure d'une telle ampleur (près de 450 millions d'euros) est jugé illégal pour les atteintes environnementales qu'il peut causer. Les bénéfices économiques, sociaux et de sécurité publique ont été jugés trop limités pour justifier une dérogation aux règles de protection des espèces protégées et de leur habitat. Cela conforte les arguments des collectifs et associations en lutte contre l'A69, en particulier tous les avis des experts et des scientifiques auditionnéEs par la commission d'enquête parlementaire. Aucun projet alternatif n'a été étudié par les promoteurs de l'autoroute. Seul le projet « Une autre voie » a été présenté par les associations opposantes… incluant revitalisation écologique et agricole, développement de mobilités alternatives et durables et développement économique local.

GRÈCE

Grève massive et manifestations historiques pour les victimes de Tèmbi

Ébranlé par l'énorme mobilisation populaire du 26 janvier, réclamant justice et vérité sur la tragédie ferroviaire de Tèmbi (voir l'Anticapitaliste n° 742 du 20 février), le gouvernement Mitsotakis a montré son usure, entre déclarations compatissantes et insultes contre les familles de victimes, qui depuis deux ans se battent pour faire avancer les enquêtes.

Face à la perspective de la grève générale et des rassemblements du 28 février (date du drame en 2023), la droite a tenté de jouer la peur et l'accusation de manipulation, se croyant encore forte des 41 % obtenus en juin 2023 et pensant « classiquement » neutraliser la mobilisation. La rue lui a donné sa réponse : gigantesque !

Au moins 1 habitantE sur 10 en manif !

Difficile de chiffrer, mais l'accord est général : les rassemblements — dans plus de 120 villes et aussi à l'étranger — étaient plus massifs peut-être que ceux après la chute des colonels en 1974. Pour les villes de Crète, la police elle-même donne des chiffres initiaux autour de 50 000, on est sûrement près de 100 000 ! Partout, des foules de toutes générations, des cortèges lycéens ou étudiants et des regroupements syndicaux, car la grève générale était incroyablement massive, avec en particulier les commerces en grève. À Athènes, le raz-de-marée était à la hauteur de la colère : au moins 400 000 manifestantEs, peut-être un million ! Et comme principaux mots d'ordre : *« Assassins ! Démission ! »*. Et aussi : *« Je n'ai pas d'oxygène »*, cette phrase retrouvée il y a peu sur le téléphone d'une victime. Un comité d'experts a confirmé cette semaine la présence dans le train de marchandises d'un produit non enregistré et sans rapport avec le fonctionnement ferroviaire, comme le prétendait le gouvernement, et qui a explosé puis pris feu, causant de nombreuses morts.

Nos morts, leurs profits

Cette journée de mobilisation fait partie de celles où *« le peuple a écrit l'histoire »* (titre du journal *Prin*). Même des médias de droite ont changé de discours ces derniers temps et rendent compte du formidable travail du comité des familles de victimes. L'une des figures de ce comité, Maria Karystianou, s'insurgeait cette semaine : *« Ils osent dire que ma fille a été sacrifiée. Des sacrifices de citoyens sur l'autel de quel dieu exactement ? Ils ne nous le disent pas. Sur l'autel de leur propre dieu, le dieu argent… »*

Et maintenant ? Pas question de s'en tenir à la seule motion de censure que va déposer le Pasok. Mais obtenir la démission de cette ultra-droite semble difficile vu l'état des forces à gauche et leur division. Une piste sera de revendiquer la renationalisation du transport ferroviaire face à ce gouvernement soucieux de tout privatiser, et cela exige à l'évidence un cadre de front unique, que l'actuel impressionnant mouvement de masse pourrait bien imposer dans sa vaste logique de justice, dont certains panneaux rappelaient qu'elle est très large, exigeant ainsi vérité sur les causes du naufrage de Pylos (en juin 2023, au moins 600 migrantEs noyéEs). La mobilisation va continuer !

A. Sartzekis, Athènes, le 1er mars 2025

No comment

« J'ai lancé la procédure d'interdiction de la marche nocturne prévue le 7 mars à Paris, en raison d'appels de collectifs pro-palestiniens à y participer pour former un cortège dans lequel des propos appelant à la haine et à la discrimination sont à craindre. »

Laurent Nuñez, préfet de police sur X, le 4 mars, salué comme il se doit par le ministre de l'Intérieur.

Agenda

Jeudi 6 mars, rassemblement féministe et antiraciste, Limoges (87). À 18 h 30 place de la Mairie.

Samedi 8 mars, manifestation « Libérez Georges Abdallah ! », Toulouse (31). À 11 h, Jean-Jaurès – Arnaud B.

Samedi 8 mars, journée internationale des droits des femmes. À Paris, 14 h à République. À Nancy, 15 h 30 place Simone-Veil.

Samedi 8 mars, table ronde « L'appropriation des terres en Palestine », Montbrison (42). À partir de 17 h 30 salle de l'Orangerie (Jardin d'Allard).

Lundi 10 mars, Centre d'études marxistes sur « Marxisme et féminisme », Montreuil (93). À 19 h, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Métro Robespierre.

Mardi 11 mars, meeting unitaire « Non au chantage à la dette » avec Christine Poupin, Metz (57). À 18 h, amphi 1 Fac Arts, Lettres et Langues, île du Saulcy.

Mercredi 12 mars, réunion publique du NPA « Pas de féminisme sans révolution, pas de révolution sans féminisme » avec Aurore Koechlin, Châteaudun (28) . À 19 h, salle panoramique, 79, rue de Varize, 28200 Châteaudun.

Mercredi 19 mars, « Palestine - Théâtre de la résistance », Paris 19e. *La ligne bleue*, de Tina Hamdan, à 19 h au DOC, 26 rue du Docteur Potain. Organisé par Urgence Palestine Paris 19e.

Vendredi 21 mars, meeting « Génocide en Palestine, points de vue croisés », Paris. *La* À 20 h à la Bourse du travail (salle Henaff), 29 boulevard du Temple. Avec Naim Bouilli, Rima Hassan, Yaël Lerer et Pierre Stambu, organisé par l'UJFP.

Samedi 22 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme. À Paris, manifestation à 14 h à République.

ROUGE
LA COULEUR QUI ANNONCE LE JOURNAL
Un documentaire d'Olivier Besancenot

06 MAR.... HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR (14) ... CAFÉ DES IMAGES*
11 MAR.... SAINT MARTIN D'HÈRES (38) ..... MON CINÉ*
24 MAR.... LOUVIERS (27) ..... LE GRAND FORUM*
27 MAR.... AVIGNON (84) ..... CINÉMA UTOPIA*
06 AVR .... ROUEN (76) ..... CINÉMA OMNIA RÉPUBLIQUE

*en présence d'Olivier Besancenot

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org
Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 1225-C-93922
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 1800 exemplaires
Directrice de publication : Penelope Duggan
Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

MOYEN-ORIENT

La Palestine face aux manœuvres impérialistes

Alors que la possibilité d'un redémarrage du génocide ressurgit, Israël déclarant l'échec des négociations et parlant encore une fois d'éliminer le Hamas, Trump a annoncé l'octroi de près de 4 milliards de dollars d'armes. Israël bloque de nouveau l'aide humanitaire, et Gaza se prépare à un nouvel enfer.

Même s'il a annoncé qu'il n'insisterait pas, Trump a déclenché une vague d'indignation avec son plan pour Gaza. Dans la continuité des politiques coloniales, ce plan vise à entériner le déplacement forcé des PalestinienNEs et à renforcer la colonisation israélienne. C'est tellement énorme qu'il a été refusé par l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite, pourtant alliés fidèles de Washington.

Des oppositions régionales fermes

Les gouvernements arabes, même parmi les alliés traditionnels des États-Unis, ont été contraints de prendre position face à cette proposition hallucinante. L'Arabie saoudite, pourtant engagée dans un rapprochement avec Israël sous l'égide de Washington, a fermement rejeté tout plan ne respectant pas une solution à deux États. Riyad a averti qu'elle ne normaliserait pas ses relations avec Tel Aviv tant qu'aucune avancée ne serait réalisée sur les droits des PalestinienNEs.

Une nouvelle offensive coloniale

L'idée de Trump n'a rien de nouveau et conserve son imaginaire colonial où tous les arabes sont interchangeables et peuvent habiter n'importe où dans la région. Même la communauté internationale a dénoncé ce plan comme une tentative de « nettoyage ethnique », mais la Maison Blanche persiste à présenter cette solution comme un gage de stabilité. Or, derrière ces discours hypocrites se cache un objectif clair et colonial : augmenter la surface vivable pour Israël, sous la forme d'une opération immobilière et territoriale.

Connaissant très bien l'impact que cela aurait sur la stabilité de leur dictature, l'Égypte et la Jordanie ont refusé catégoriquement de servir de territoire de relocalisation pour les PalestinienNEs déportéEs. En outre, ces dictateurs sont totalement conscients que cette déportation permanente présente un risque majeur pour leur pouvoir.

Le Qatar et les Émirats arabes unis, pourtant impliqués dans les accords d'Abraham et dans des relations de plus en plus étroites avec Israël, ont également pris leurs distances. Face à la contestation populaire et au risque d'un embrasement régional, même ces régimes autoritaires ne peuvent cautionner ouvertement une telle initiative.

Une tentative vouée à l'échec ?

Si le rejet régional du plan Trump est un signe encourageant, il ne doit pas masquer les contradictions internes aux régimes arabes. Nombre de ces États ont, ces dernières années, collaboré avec Israël et les États-Unis pour réprimer les mouvements de résistance, y compris en Palestine. L'opposition actuelle au plan Trump repose autant sur des considérations stratégiques que sur une réelle solidarité avec la cause palestinienne.

Dans ce contexte, seule une mobilisation massive pourra empêcher la mise en œuvre de nouvelles politiques coloniales.

Les États impérialistes, qu'il s'agisse des États-Unis ou des puissances européennes, ne reculeront que face à un rapport de forces. À l'heure où les mobilisations pour la Palestine se multiplient à travers le monde, il est plus que jamais nécessaire d'affirmer un soutien sans faille à la résistance palestinienne et de dénoncer la complicité des gouvernements qui soutiennent la colonisation et l'apartheid israéliens. Il faut continuer le cessez-le-feu, arrêter le génocide et dire haut et fort que les PalestinienNEs resteront à Gaza.

Amel

ÉTATS-UNIS

Trump ou les sept fléaux pour l'Amérique et le monde

Le président Donald Trump est une menace – on pourrait dire un danger mortel – pour l'Amérique et le monde. Nous le savions avant son élection, mais au cours des premières semaines de son mandat, il s'est avéré bien plus dangereux que quiconque ne l'avait prévu.

Qu'il s'agisse de la politique étrangère, de la santé publique, de l'environnement ou de la situation des travailleurEs et des pauvres, ses politiques seront catastrophiques, ce qui accroît le besoin urgent de stratégies de résistance.

Colonialisme brutal

La politique étrangère de Trump rompt avec un ancien modèle de domination impériale basé sur l'Otan avec les nations européennes et des interventions y compris militaires (notamment en Amérique latine) pour défendre les intérêts américains. La nouvelle politique américaine est fondée sur la notion de grandes puissances — les États-Unis, la Chine et la Russie — avec leurs sphères d'influence régionales. Nous sommes revenus à un impérialisme et à un colonialisme plus brutaux du type de ceux du 19e siècle, Trump revendiquant le Groenland et le Panama — et Gaza. Tout en prétendant être un artisan de la paix, il soutient la guerre de la Russie contre l'Ukraine et la guerre d'Israël contre la Palestine, encourageant les agresseurs, déstabilisant le monde et augmentant les risques de guerres futures.

Santé mondiale

La santé mondiale est également en danger. Trump a retiré les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé, affaiblissant ainsi la capacité tant américaine qu'internationale à répondre aux nouvelles maladies et aux pandémies. Elon Musk, l'homme à tout faire de Trump, réduit considérablement le personnel des centres de contrôle des maladies et des instituts nationaux de la santé. Le nouveau secrétaire à la santé, Robert F. Kennedy Jr. est un anti-vax qui a annulé les réunions consultatives d'experts pour préparer les vaccinations contre la grippe de cette année. Il prend les commandes au moment où les États-Unis enregistrent leur premier décès en dix ans dû à la rougeole et où la grippe aviaire évolue et touche de plus en plus d'animaux et d'êtres humains. Toutes ces évolutions augmentent la probabilité d'une pandémie mondiale catastrophique dans le futur.

Plus de forages pétroliers

Le réchauffement climatique, causé en grande partie par l'utilisation de combustibles fossiles, constitue une menace croissante pour les populations du monde entier. Les dix dernières années (2015-2024) ont été les plus chaudes jamais enregistrées et ont été marquées par diverses catastrophes naturelles, des inondations aux incendies en passant par les sécheresses et les ouragans. Trump a retiré les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat et a fermé le groupe de travail interagences américain sur le coût social des gaz à effet de serre. Mettant en œuvre son slogan *« Drill, baby, drill »*, il a déclaré une urgence énergétique nationale pour justifier l'augmentation de la production de pétrole et a ouvert davantage de terres fédérales à l'exploration et au forage pétrolier. Il a mis également fin aux programmes fédéraux d'encouragement aux véhicules électriques. Compte tenu de la taille de l'économie américaine, toutes ces mesures se traduiront par une augmentation du réchauffement climatique à l'échelle mondiale.

Famine et pauvreté

Les attaques de Trump contre la classe ouvrière et les pauvres affectent également les États-Unis et le reste du monde. Trump et Musk ont fermé ou réduit le personnel et les programmes en faveur de la santé, l'éducation et le logement aux personnes à faible revenu, ce qui pénalise particulièrement les personnes âgées et les enfants. Les Républicains ont préparé une proposition de budget fédéral qui réduirait Medicaid, un programme qui bénéficie à des millions de personnes à faible revenu et handicapées. Et Musk a fermé l'USAID, le programme de développement et d'assistance qui fournissait de la nourriture et des soins de santé à des millions de personnes dans le monde. Des AméricainEs seront confrontéEs à la faim, les habitantEs d'autres pays à la famine.

Racisme et sexisme

Il y a aussi les questions de racisme, de sexisme et d'autoritarisme. Trump a mis fin aux programmes de diversité, d'équité et d'inclusion destinés à promouvoir l'équité pour les minorités raciales. Il renverse ainsi 60 ans de progrès dans la lutte contre le racisme. Il s'est également efforcé de priver les femmes de leur droit à l'avortement et s'en est pris aux personnes transgenres. Son équipe est remplie d'agresseurs sexuels — Trump lui-même, le secrétaire à la défense Peter Hegseth, Robert Kennedy et Musk. Trump et son vice-président, J. D. Vance, travaillent également au renforcement des forces de droite dans le monde entier, de Vladimir Poutine en Russie à Victor Orbán en Hongrie, en passant par l'AfD. Nous aurions besoin d'un mouvement international pour lutter contre Trump et ceux qui lui ressemblent.

Dan La Botz

À lire sur le site

Kanaky: le chemin de l'indépendance, entretien avec le FLNKS

Allemagne : Alstom Görlitz, la folie des chars au lieu du chemin de fer, par Heinrich Neuhaus

Palestine: « Dites-moi qui commet les crimes, je vous dirai la loi », par Marie Schwab

AFRIQUE DU NORD

Le Soudan vers la partition

La création d'un gouvernement parallèle a brisé l'unité de la coalition Taqaddum dirigée par l'ancien ministre Abdallah Hamdok du gouvernement de transition issu de la révolution soudanaise.

Bien que peu médiatisée, la guerre au Soudan reste le conflit dont le coût humanitaire est le plus élevé au monde : 11 millions de personnes sont déplacées et la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire.

Propagation du conflit

Au début, seules les Sudanese Armed Forces (SAF) de Burhan et les Rapid Support Forces (RSF) d'Hemedti s'affrontaient. Les autres forces, qu'elles soient civiles ou armées, observaient une neutralité. Ce n'est plus le cas maintenant.

La guerre fait rage y compris à l'intérieur des camps de réfugiéEs, comme à Zamzam où les travailleurEs humanitaires ont dû partir. Les RSF commettent les pires atrocités contre les communautés non arabes. Des pratiques qui existaient déjà lors du conflit au Darfour en 2003, mises en œuvre par les Janjawid précurseurs des RSF. Ces crimes contre l'humanité poussent les civilEs à se défendre. C'est ce qui s'est passé dans la ville d'El-Fasher encerclée par les forces d'Hemedti depuis des mois,

DR

où les habitantEs, y compris les femmes, ont pris les armes pour repousser les incursions des RSF. La conséquence est que la guerre peu à peu se généralise parmi les populations.

Tant que le soutien des pays extérieurs — États arabes unis et Tchad pour Hemedti, et Égypte et Turquie pour Burhan — continuera, et en l'absence de sanctions, la guerre perdurera, poussant les différentes organisations à se départir de leur neutralité, d'autant que RSF et SAF tentent d'élargir leurs bases sociale et militaire.

Second gouvernement

Cette situation a provoqué l'éclatement de la coalition Taqaddum qui avait tenté de représenter une alternative aux deux forces militaires. Une partie de cette coalition a signé une « charte fondatrice » pour la mise en place d'un gouvernement parallèle dans les territoires occupés par les FSR. Parmi les signataires, on trouve des organisations armées comme une fraction du SPLM/N d'Abdelaziz al-Hilu et du Justice and Equality Movement (JEM) ainsi que le parti politique Oumma et des membres se réclamant de la société civile. Si le texte de cette charte affirme des droits égaux pour tous les SoudanaisEs, il ne fait pas illusion au vu du nettoyage ethnique. Certains parlent même de génocide perpétré par les RSF.

Division du Soudan

Les SAF se sont associés à des milices ethniques et aux partisans de l'ancien régime d'Omar el-Bashir. Eux aussi sont accusés de crimes de guerre.

Le Soudan aura deux gouvernements, l'un dirigé par Hemedti pour l'ouest, intégrant les régions du Darfour et le Kordofan-Nord, et l'autre siégeant à Port-Soudan dans l'est, conduit par Burhan. La capitale Khartoum faisant toujours l'objet d'intenses batailles pour son contrôle. Ce scénario à la libyenne peut rapidement déboucher sur une partition du pays, voire sur une fragmentation tellement les coalitions des RSF et des SAF ne sont que des agrégats d'éléments disparates aux agendas souvent opposés.

Paul Martial

FÉMINISME

EN GRÈVE CONTRE LES RECULS SOCIAUX ET L'AVANCÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Le 8 mars, les organisations féministes, politiques et syndicales du monde entier appellent à la grève des femmes et des minoriséEs de genre. Dans un contexte de montée des extrêmes droites, cette journée est l'occasion de sensibiliser et de se mobiliser pour nos droits. Lutter est d'autant plus urgent qu'en tant que femmes, nous sommes souvent en première ligne des attaques libérales contre nos salaires, nos retraites et nos conditions de travail. ***Par la Commission nationale d'intervention féministe.***

Les luttes des femmes, un rempart à la montée des nouveaux fascismes

Les percées électorales de l'extrême droite et son maintien au pouvoir dans plusieurs pays du monde constituent une menace pour les droits des femmes et des minorités.

Après la Hongrie, l'Italie et la Pologne, les résultats des dernières élections en Argentine, aux États-Unis et en Allemagne confirment la tendance générale vers le repli identitaire, la réaffirmation des valeurs patriarcales et suprémacistes et le retour de bâton.

Menaces pour les droits des femmes et des minorités

Les politiques mises en place par les gouvernements d'extrême droite mettent en péril l'accès à l'avortement et aux services publics. Dès son installation à la Maison Blanche, Donald Trump a déclaré qu'il n'y a que deux sexes aux États-Unis — avec la prétention d'effacer des décennies de luttes et d'avancées en matière de droits civiques et de nier brutalement toute identité de genre qui ne correspond pas à la norme binaire et hétérosexuelle.

On atteint un niveau de violence étatique et symbolique très inquiétant qui s'exprime à la fois par les annonces et les mesures concrètes de démantèlement de l'État providence. Le nationaliste chrétien Russell Vought, qui se trouve désormais à un poste clef à la Maison Blanche, affirme que l'objectif est de *« démanteler l'État profond »* et de *« terroriser les bureaucrates »*.

Cette tâche a également été confiée au milliardaire Elon Musk qui, à la tête de la commission pour l'efficacité du gouvernement (Doge), est censé tailler dans le vif en licenciant des fonctionnaires et en suspendant des aides destinées aux plus démuniEs, à la fois aux États-Unis et à l'extérieur de ses frontières.

Parmi ses sources d'inspiration, on trouve le président anarchocapitaliste argentin dont la célébrité tient à une vidéo sur TikTok où il déclarait vouloir éliminer tous les ministères considérés *« superflus »*, parmi lesquels le ministère des femmes, du genre et de la diversité. Ses politiques « de la tronçonneuse » ont déjà plongé plus de la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté.

La réaffirmation des idées réactionnaires, machistes et suprémacistes

Le succès de ces nouveaux leaders politiques est lié à leur capacité à se présenter comme « nouveaux » grâce notamment à une rhétorique anti-establishment qui surfe sur le fort sentiment de désaffection populaire vis-à-vis des organisations partisanes et des institutions.

En déclarant une guerre ouverte au wokisme, à l'islam et aux acquis du féminisme, ces hommes « virils » aux traits masculinistes construisent un discours raciste et fascisant visant à capter les aspirations et les frustrations des classes moyennes et d'une partie des classes populaires, avant tout blanches.

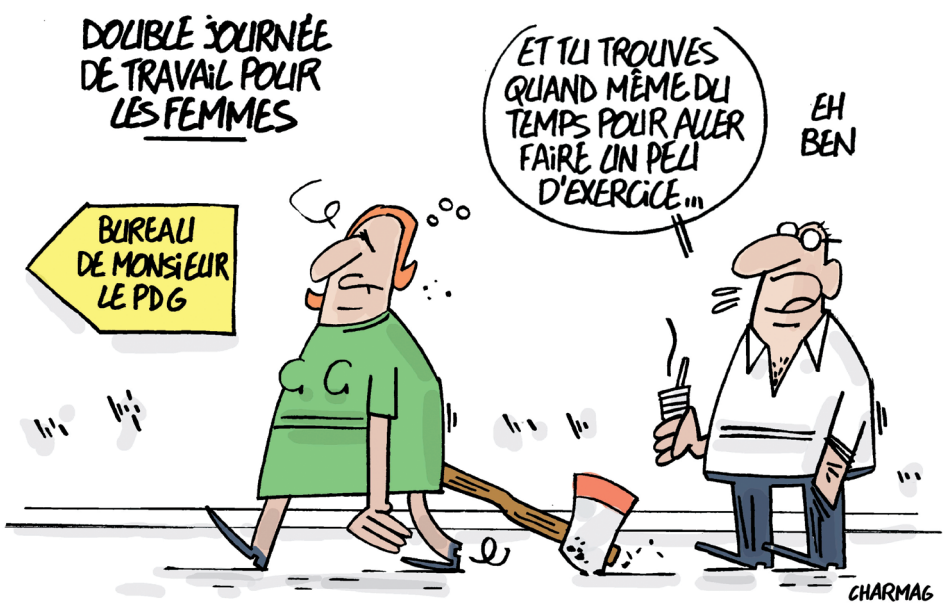
> En déclarant une guerre ouverte au wokisme, à l'islam et aux acquis du féminisme, ces hommes « virils » construisent un discours raciste et fascisant

Cela se traduit partout par une chasse aux oppositions et aux minorités constamment menacées d'être déportées, déplacées ou reléguées au rang de citoyenNEs de seconde zone. On se dirige de plus en plus vers une forme d'État autoritaire, comme celui qui avait déjà été théorisé par Friedrich von Hayek qui lui accordait uniquement une fonction de service aux dépendances du marché.

Dieu, famille, patrie au service du capitalisme prédateur

Dans ce contexte de crise structurelle du capitalisme, l'arsenal idéologique de Dieu, de la famille, de la patrie est fonctionnel pour défendre l'individualisme propriétaire et les actions de prédation du marché. Les mouvements ultracatholiques et antiféministes ont en effet joué un rôle clé dans l'affirmation idéologique des droites extrêmes et dans leur arrivée au pouvoir.

Ce 8 mars acquiert une importance cruciale dans cette période. La Journée mondiale de lutte pour les droits des femmes aspire ainsi à formuler une riposte féministe face aux menaces des néofascismes, à leurs idées réactionnaires, racistes et LGBTIphobes. Son succès pourrait nous sortir de la torpeur et relancer une nouvelle vague de mobilisations antifascistes, anticapitalistes et anti-impérialistes.



À voir sur le site

Droit à l'avortement : 50 ans de luttes, entretien avec Martine Lalande (médecin retraitée du centre IVG de Colombes)

Construire une grève dans la santé : un défi

Dans les hôpitaux et les structures de soins, malgré la dégradation des conditions de travail, les mouvements de grève ont du mal à se généraliser et sont souvent sectoriels. Les difficultés de construction d'un rapport de forces sont réelles, d'autant plus que les équipes syndicales sont souvent en difficulté.

Les métiers de la santé : un secteur féminisé

Si les femmes sont majoritaires dans les métiers de la santé (environ 70 %), elles sont encore plus nombreuses dans les métiers du soin les moins valorisés (aides-soignantes, auxiliaires de vie, agentes de service hospitalier). Dans ces métiers, les compétences des femmes sont mal reconnues : l'empathie, l'écoute, l'attention sont autant de qualités que les soignantes ont dû acquérir et développer mais qu'on attribue à leur genre comme si c'était « naturel » ou « inné ». Dans nos sociétés patriarcales, les rôles genrés font reposer sur les femmes le travail de la reproduction sociale, du « care ». Les femmes sont donc à la fois encouragées à exercer ces métiers-là et à y développer une forte conscience professionnelle. Les soignantes sont prises dans une contradiction : leurs conditions de travail sont parfois tellement dégradées qu'elles sont dangereuses pour la sécurité des patientEs. Mais se mettre en grève ou agir, paraît insurmontable car cela mettrait d'autant plus en difficulté le service.

Journées de 12 heures

Par ailleurs, ce faible niveau de reconnaissance de leurs compétences s'accompagne d'un faible niveau de rémunération, ce qui a des conséquences lorsqu'il s'agit de s'organiser pour faire grève. L'organisation du travail en 12 heures est très populaire parmi les soignantes car réputée pour comptabiliser moins de « jours de présence » à l'hôpital. Dans un contexte où la norme est de travailler avec des horaires décalés et un week-end sur deux, la perspective de passer moins de jours dans l'établissement et d'avoir plus de jours de repos est alléchante, d'autant qu'encore une fois cela les « libère » pour les tâches domestiques et de soins aux enfants.

En plus d'être délétère pour la santé des soignantes et leur capacité de prise en charge des patientEs, cela crée deux difficultés : d'une part, les organisations de travail en 12 heures sont défavorables aux équipes car elles tendent à les diviser en équipe/contre-équipe qui ne se croisent finalement jamais, ne sont plus amenées à travailler ensemble, donc à poser leurs difficultés en commun et à penser leur organisation de travail. D'autre part, le moindre jour de grève avec les journées de 12 heures pèse plus lourd dans le salaire total en fin du mois.

Retrouver des moyens d'action : une nécessité face aux assignations

Officiellement conçues comme un moyen d'assurer la « permanence des soins », les assignations en cas de grève permettent à l'hôpital d'obliger une agente à travailler lorsqu'elle exerce son droit de grève. L'assignation est donc en théorie prévue comme une exception. À l'hôpital, elle doit être justifiée par le maintien des effectifs minimums pour fonctionner. Seulement voilà, dans de nombreux services les agentes sont en permanence en effectif minimum ! Elles sont donc en permanence assignées. À terme, cela donne des situations ubuesques où le droit de grève perd complètement son sens : les agentes savent qu'elles seront assignées, les cadres savent qu'elles vont assigner… allant jusqu'au stade où plus personne n'assigne et où tout le monde vient travailler.

> Les agentes savent qu'elles seront assignées, les cadres savent qu'elles vont assigner… jusqu'au stade où plus personne n'assigne et où tout le monde vient travailler

La feuille de grève devient une sorte de « pétition » sans conséquences matérielles. À terme, cette incapacité concrète à penser la grève comme un mouvement où on quitte le travail nous empêche de le poser comme un moyen d'action utile pour lutter. On ne s'organise pas concrètement pour le mettre en œuvre (caisse de grève, soutien des patientEs et de leur famille, collectifs locaux de défense de l'hôpital, etc.) et l'absence de pratique commune entraîne une vraie difficulté de fond à convaincre de s'organiser ensemble.

Pour les organisations syndicales c'est un véritable « challenge » à surmonter. Cela doit passer par le fait d'informer correctement les collègues sur le droit de grève, résister à la culpabilité vis-à-vis des patientEs et repenser des moyens d'action en commun avec les patientEs, les collectifs locaux, les associations de patientEs, etc.

UNIVERSITÉ BORDEAUX III

Les étudiantEs contre à la casse universitaire

À Bordeaux, un vent printanier de lutte souffle chez les étudiantEs. Le jeudi 20 février au petit matin, les étudiantEs de Bordeaux Montaigne se sont mobiliséEs en bloquant leur université, suivant l'appel lancé par Rennes II à créer un mouvement national.

Une dynamique est née à l'annonce du nouveau budget gouvernemental qui compte priver l'ESR (Enseignement supérieur et Recherche) de 630 millions d'euros, alors même que 8 facs sur 10 sont déjà en difficulté financière. D'abord rassembléEs en AG depuis des mois, les étudiantEs ont décidé de voter le blocage de leur université le mardi pour le jeudi. Celui-ci était vu comme une solution qui permettrait aux étudiantEs de supprimer la contrainte de l'assiduité aux cours, qui touche le plus durement les étudiantEs boursierEs menacéEs de perdre les aides du CROUS, permettant ainsi leur implication dans la réflexion politique. Le blocage suit aussi une logique de liens unitaires entre les facs qui parviennent à se coordonner. Enfin, c'est l'occasion d'une action coup de poing visible et marquante qui permet de nous faire entendre plus largement.

Un espace de politique vivant et safe

Dans l'occupation, ce sont en grande partie des étudiantEs autonomes qui sont présentEs, mais des militantEs de la FSE (Fédération syndicale étudiante) et des (JA) Jeunesses anticapitalistes en font aussi pleinement partie. Toustes ensemble, iels participent à animer la vie du blocus en créant des ateliers d'arts, des repas solidaires, se relayant pour entretenir les locaux et surveiller jour et nuit les abords de l'université pour la sécurité de toustes. Iels sont nombreux au quotidien à se relayer et à créer une ambiance d'entente safe dans les couloirs où se côtoient constamment des dizaines d'étudiantEs. Les initiatives sont nombreuses pour continuer à faire venir du monde au campus, une friperie solidaire a été créée, des ateliers skate, banderoles, peintures ont suivi, avec chaque soir un ciné-débat.
Les AG sont aussi nombreuses et n'ont jamais réuni autant de personnes depuis le début de la mobilisation ! Ce sont des centaines de personnes qui viennent débattre, confronter leurs idées et partager leurs espoirs, leurs craintes et leur vécu. Ces temps dynamisent l'esprit politique du campus. Des résolutions en sont nées comme la création d'un livre coopératif portant sur nos revendications qui sont centrées sur les sujets des coupes budgétaires, de notre combat contre l'extrême droite, contre le génocide en Palestine, contre les VSS et leur gestion catastrophique par la présidence de l'université…

La mobilisation continue

Vendredi 28 février, l'assemblée générale a voté la fin de l'occupation, mais le mouvement n'est pas mort ! Les revendications continueront à être portées, et ce, lors de temps banalisés et négociés avec la présidence, lors de tours d'amphis et de manifestations, comme celle qui se tiendra le jeudi 13 mars à la place de la Victoire à Bordeaux en inter-fac.
Branka (JA)

À lire et voir sur le site

Solidarité avec les sans-papiers dans la Nièvre !, par Diego Moustaki

Le jeu vidéo en grève, entretien avec Pierre-Étienne Marx (STJV)

MUNICIPALES 2026

Face aux racistes, Romans résiste

C'est avec ce slogan « Face aux racistes, Romans résiste » que Romans a manifesté en novembre contre des groupes fascistes et contre l'extrême droitisation de Marie-Hélène Thoraval, la maire de Romans-sur-Isère.

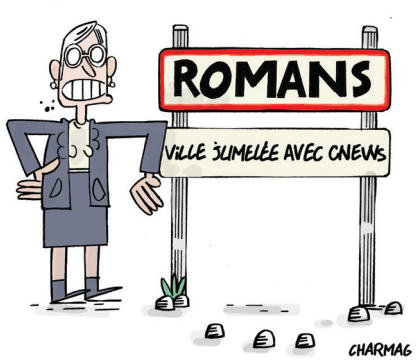
Romans-sur-Isère est une ville de 33 000 habitantEs qui s'est désindustrialisée en perdant ses usines de chaussures, et dont le taux de pauvreté s'élève à 22 %. Administrée par le PS/Union de la gauche pendant quarante ans, Romans passe aux mains de Marie-Hèlene Thoraval sous l'étiquette divers droite (DVD) en 2014. Celle-ci se révèle proche de l'extrême droite.

La droite terreau de l'extrême droite

Très vite, la maire met en place les bases de son pouvoir qui cible les plus pauvres et les immigréEs. L'ambiance change à la mairie : il y règne une forte pression sur les salariéEs. Thoraval s'en prend aux maisons de quartier, en baissant les subventions et en les mettant au pas, le budget de l'éducation populaire, très active, diminue drastiquement. Suivent une baisse massive des aides aux écoles les plus défavorisées, l'augmentation des tarifs de la cantine avec suppression des menus sans porc, l'augmentation des tarifs du périscolaire pour les plus pauvres.
Elle double le nombre de caméras de surveillance. Puis, elle s'en prend à la culture qui devient un produit pour consommateur. Thoraval montre sa xénophobie en refusant de recevoir des réfugiéEs syriens. Elle ferme la Maison de la nature et de l'environnement, lieu foisonnant d'activités. Elle s'attaque au passé historique de résistance et de luttes ouvrières, en fermant le musée de la Résistance et en éjectant les syndicats de la Maison des syndicats. Avec le projet « Invest in Romans », Thoraval brade les biens de la commune : 14 biens municipaux à vendre pour des projets luxueux.

Des événements utilisés par la maire pour afficher son islamophobie

Le meurtre de Thomas, à l'automne 2023, à la sortie d'un bal à Crépol fait exploser la parole raciste contre le quartier de la Monnaie que la maire avait déjà ciblé en diminuant la présence des services publics, notamment en supprimant les éducateurEs de la Sauvegarde de



l'enfance. Thoraval court les médias nationaux, de préférence ceux de Bolloré, et déverse sa haine : les *« générations et dynasties de délinquants »*, le *« racisme anti-blanc : Thomas tué parce que blanc par des non-blancs »*. Elle participe à la marche blanche pour Thomas mais pas à celle de Zacharia, tué en s'interposant dans une bagarre.
Ces déclarations stigmatisent les habitantEs de la Monnaie et fracturent la ville particulièrement dans les lycées. L'extrême droite instrumentalise ce drame, et le 23 novembre 2023 une descente d'identitaires armés, prêts à se venger, tente de pénétrer le quartier de la Monnaie.
Un an plus tard le collectif « Justice pour les Nôtres » tente à nouveau de récupérer le meurtre de Thomas en appelant à un rassemblement à Romans avec le soutien de la maire qui les félicite pour leur bonne conduite. Les derniers propos de Thoraval illustrent la banalisation des paroles racistes dans l'espace public : les attaques au couteau relèvent *« d'un caractère culturel »*, commises par *« des personnes qui ne sont pas Français de souche et qui vont avoir un lien à l'islam. »* Mais ces propos ne restent pas sans réaction.

Une forte résistance populaire

De ce quartier mixisé dans les années 1970, il ne reste que ceux qui ne peuvent pas partir, une grande majorité de la population est d'origine nord-africaine et turque. Le quartier a perdu les services publics : le CMS (centre médico-social) est déplacé centre-ville ; la médiathèque est fermée pour cause d'insalubrité ; les transports en commun n'y circulent plus ; le marché bruyant et vivant a été asséché par la hargne de Thovaral.
Après la mort de Thomas et les propos racistes de la maire ciblant les habitantEs de la Monnaie, ceux-ci ripostent en organisant un rassemblement : la journée des banderoles où on peut y lire les paroles de celleux qu'on n'entend pas. Ils fondent l'association « Je vote donc je suis » qui rassemble aussi d'autres quartiers de Romans prêts à se mobiliser contre le racisme et le fascisme. Battre Thoraval aux prochaines élections municipales est leur objectif.

Construire l'unité pour battre la droite et l'extrême droite

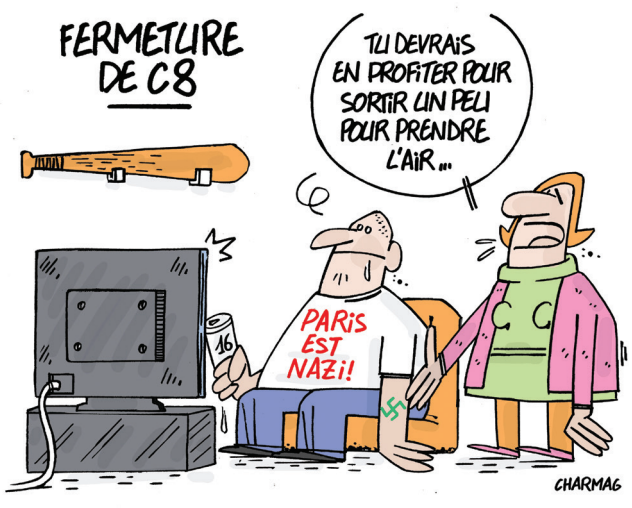
Mais l'ensemble de la gauche romanaise est divisée sur la stratégie à suivre pour remporter les élections. Dans la dynamique de la mobilisation pour le NFP, la riposte contre l'extrême droite s'est construite avec le Collectif pour Romans (de citoyens), le réseau d'éducation populaire, « Je vote donc je suis », l'ASTI, l'AFPS, Soulèvements de la Terre, Solidaires, CNT, LFI, NPA-l'Anticapitaliste, des groupes antifas. La manifestation du 30 novembre 2024 a rassemblé 800 personnes pour 200 fascistes. Une belle réussite du côté de la mobilisation populaire, mais avec l'absence notable d'une bonne partie de la gauche, très problématique pour les prochaines élections municipales. Prochaine mobilisation le 22 mars, journée mondiale contre le racisme et le fascisme.
Correspondante

EXTRÊME DROITE

À Lorient, avec la Bretagne antifasciste

Après la manifestation contre l'extrême droite de Saint-Brieuc, qui en avril dernier avait rassemblé 1500 personnes, ce fut dimanche 2 mars au tour de Lorient de regrouper les antifascistes de Bretagne.

Près de 2000 personnes ont convergé de tous les départements bretons pour revendiquer une Bretagne ouverte et solidaire, mobilisées contre la progression des extrêmes droites, institutionnalisées ou violentes. La tentative d'implantation d'un groupuscule violent dans le pays de Lorient, la multiplication d'agressions, de menaces de mort, de tags, qui l'accompagnent, ont convaincu de la nécessité d'une riposte. L'appel, signé par 80 organisations de la région, collectifs, syndicats, partis, associations, librairies, rappelait que *« la montée de l'extrême droite s'inscrit dans un contexte national mais aussi international »*. Pointant la responsabilité *« des politiques gouvernementales dictées par le capital »* et leur *« besoin d'accroître l'austérité et d'amplifier les pratiques autoritaires contre les exploitéEs et les oppriméEs »*, il insistait sur l'idée que *« la réponse à la montée de l'extrême droite réside dans un combat pour plus de justice et d'égalité sociale, pour toutes et tous »*. Et sur la nécessité de s'organiser collectivement.



Répression et détermination

Alors qu'à Saint-Brieuc les forces de l'ordre s'étaient faites discrètes et qu'il n'y avait eu en conséquence aucun problème sur le parcours, à Lorient le déploiement policier est venu rappeler le tournant autoritaire du gouvernement. Fouilles et arrestations en amont, présence pressante tout le long du parcours sont apparues comme des provocations. Présence qui n'a pas évité qu'une petite minorité s'en prenne à quelques vitrines. Empêchant au final que le cortège n'atteigne le lieu prévu pour la dispersion. Malgré cela, c'est un cortège coloré, animé, festif qui a serpenté dans les rues de la ville, porté par une fanfare et surtout par les nombreux slogans contre l'extrême droite. Sans oublier de condamner les politiques gouvernementales qui lui pavent la voie.

Un succès qui demande de tracer des perspectives

Grâce au nombre et à la détermination des manifestantEs, cette initiative aura été un succès. Mais il faudra plus qu'une manifestation pour faire reculer l'extrême droite durablement *« dans nos villes et dans nos campagnes »*. Car s'il est indispensable d'empêcher les groupuscules violents d'occuper le terrain, la lutte contre le fascisme qui menace doit aussi viser à faire reculer le RN et ses politiques antisociales, racistes, sexistes, homophobes et transphobes. Et cela implique de lutter contre un gouvernement qui prétend s'opposer à l'extrême droite en reprenant ses obsessions. Dans le contexte de basculement politique mondial, l'unité de notre camp social et de ses organisations est la première des conditions : construire des fronts communs à même de contester à la fois les extrêmes droites et les politiques gouvernementales. Et à partir de là, relancer des mobilisations contre l'exploitation et les oppressions, porteuses d'un nouveau projet émancipateur.
Correspondant

Culture

REVUE *La Déferlante n°17 : Travailler à la conquête de l'égalité*

Collectif, 128 pages, 19 euros.
En vente dans les meilleures librairies.

Trois bonnes raisons de se procurer la dernière édition de *La Déferlante*, le numéro 17 du trimestriel *« des révolutions féministes »*.
D'abord, l'édito. C'est généralement par là qu'on commence. Ici, les quatre co-fondatrices et co-rédactrices en chef de la revue alignent leurs signatures pour appeler… à la grève générale ! Leur référence, la grève des femmes islandaises en 1975, la première du genre, qui s'est soldée pour elles par plusieurs avancées majeures (droit à l'avortement, avancées vers l'égalité salariale). Articulation explicite avec le 8 mars, la grève féministe : *« Si les Islandaises l'ont fait , il y a cinquante ans, […] n'est-ce pas à notre portée ? »*.

Rendre visibles et faire baisser les cadences

Ensuite, le dossier *« Travailler à la conquête de l'égalité »* ! Rien moins que 48 pages pour décliner la question du travail au féminin, avec des éclairages rares dans la presse, sur des professions peu connues ou carrément invisibilisées, allant des assistantes maternelles aux sardinières en passant par les travailleuses du sexe, abordant aussi bien la question de l'égalité des salaires, des conditions de travail, la reconnaissance sociale de ces métiers, de ces tâches.
Enfin, pour ce numéro 17, s'annonce une certaine forme de réduction de la production, de baisse des cadences, de prise en compte des conditions de travail des travailleuses qui contribuent à produire la revue, mais aussi de la capacité des lecteurEs à manipuler une revue très imposante et à la lire en un trimestre. *« En fin de compte, des cadences plus respectueuses des temps de vie de chacunE »*
Et bien entendu, les rubriques habituelles : un entretien passionnant entre Rokhaya Diallo et Angela Davis ; le reportage sur les sages-femmes du Liban ; le récit du procès de Mazan ; la BD inédite et exclusive ; des infos, des brèves, ainsi qu'un brin de poésie.
Claude Moro

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12e,
Mo Daumesnil

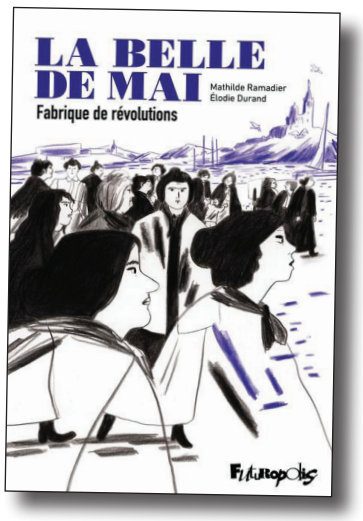
la-breche.com

01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

BD *La Belle de Mai. Fabrique de révolutions, de Mathilde Ramadier et Élodie Durand*

Éditions Futuropolis, 2024, 144 pages, 22 euros.

On connaissait la *« belle grève des femmes »*, celle des ouvrières sardinières de Douarnenez en 1924, racontée récemment par Anne Crignon[1]. C'est par la BD que nous découvrons celle des ouvrières cigarettières de Marseille à l'hiver 1887.



Une grève victorieuse

Avec de jolis dessins en noir et blanc… et bleu, les autrices nous racontent cette histoire de dignité ouvrière, de dignité de femmes. Depuis les jours qui précèdent la grève jusqu'à leur victoire, car oui, pas de suspens, elles obtiendront satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications. Une issue presque incroyable, tant les ouvrières de la manufacture de tabac cumulaient les handicaps.
Les conditions de travail étaient pénibles : il faisait très froid dans les ateliers et les contremaîtres jouaient parfaitement leur rôle de surveillance, de pression et de répression, avec comme illustration la plus violente, les fouilles au corps à la débauche, pratiquées par des chefs zélés. C'est l'accumulation de toutes ces souffrances qui va finir par déclencher le mouvement de colère. Après plusieurs discussions, certaines ouvrières plus remontées que d'autres vont réussir à amorcer la riposte collective, avec la grève « sur le tas ».

Écho médiatique

Une jeune femme journaliste au *Petit Provençal* dans la ville donne plus de poids à la grève en la faisant connaître largement. Comme pour les sardinières, une journaliste avait aussi aidé à donner un écho important à leur grève. En conséquence, la confiance commence à changer de camp. Les patrons sûrs de leur pouvoir commencent à douter. Méprisant les ouvriers et les femmes, ils considéraient que la grève ne tiendrait pas.
Mais c'est le contraire qui se passe. Avec la détermination et la révolte, les femmes en lutte s'organisent et ne lâcheront pas. Elles parlent de leur atelier ; c'est chez elles, alors elles doivent décider. Le mot d'ordre d'autogestion est lancé. Un député socialiste vient les soutenir et intervient pour elles à l'Assemblée.

Et les hommes dans tout ça ?

Bien sûr, tout n'est pas simple, par exemple gagner la solidarité des hommes, y compris des maris. Lors des réunions qui se déroulent dans un bistrot, leur quartier général, les discussions sont animées. Il y a des ouvrières résignées qui pensent qu'on ne peut pas changer la vie ; il y a des hésitations, des peurs légitimes. Grâce à cette BD, on revit une lutte comme il a dû y en avoir d'autres, contre la misère, contre l'exploitation outrancière. Cet exemple marseillais, quelques années après la Commune de Paris, montre que de tout temps il y a eu la force de lutter, la volonté de s'organiser ensemble, une expérience certaine qui s'est accumulée au fil des années, qui ont permis la construction d'organisations mutualistes, de caisses de secours, de syndicats. Une BD réjouissante, agréable à lire, qui donne envie d'en savoir plus sur cette période. Une BD qui permet à sa manière de transmettre une expérience de combat contre l'oppression, et finalement le goût de la lutte.
Philippe Poutou

1 – *Une belle grève de femmes*, Anne Crignon, Éditions Libertalia, 2023, 168 pages, 10 euros.

SÉRIE *Rapa, de Jorge Coira*

Série espagnole avec Javier Cámara et Mónica López. Première saison disponible sur arte.tv jusqu'au 15 mars 2025.

L'équipe de *Rapa* n'en est pas à son coup d'essai, puisqu'elle a déjà à son compte la très puissante série *Hierro* (encore disponible sur arte.tv), qui transfigure une des îles des Canaries, montrant que le paradis n'est pas toujours l'Eden attendu…

Polar dans les brumes espagnoles

Cette fois, l'affaire se déroule en Galiza (mais en castillan), autre région de l'État espagnol aux falaises époustouflantes, aux chevaux semi-sauvages qui vagabondent sur les sentiers, aux brumes tenaces, au littoral somptueusement effrayant. On reconnaitra la petite ville de Cedeira, où se déroule l'action, non loin de Ferrol (le pays natal de Franco). L'intrigue, puisque intrigue il y a, qui justifie la catégorie « policier » de cette série, s'incruste à la surface d'un territoire qui produit des êtres humains qui lui ressemblent : durs, âpres, rugueux, au caractère trempé, au conflit facile, rampant et parfois violent.

DR

Projet écocide… et meurtrier

Les affrontements, ici, se nouent autour d'un projet d'extraction — creuser la mine à fleur de roche, au sommet de ces falaises dont la hauteur le dispute à celle des « cliffs » de l'ouest irlandais, est une hérésie bien capitalistique ! — qui entraîne la fracture de la population, et la maire est assassinée au moment où, semble-t-il, elle s'apprête à basculer dans le camp des opposantEs… Assez classique mais, comme nous sommes en Galiza, à la frange nord et froide de l'État espagnol, une ténébreuse histoire de famille vient compliquer l'affaire.
Nous n'en dirons pas plus, les curieuses et les curieux iront voir — vite, ce n'est pas disponible très longtemps — les six épisodes de la saison un, gratuitement offerts sur arte.tv. Juste une mention spéciale pour l'interprétation féminine de Mónica López, qui fait carrément mentir le slogan selon lequel tout le monde déteste la police !
Vincent Gibelin

Vie du NPA l'Anticapitaliste

LES NÔTRES Paul Adam

Notre camarade et ami Paul Adam, dit Paulo, est décédé à Paris, dans la matinée du samedi 8 février 2025. Il avait pris contact avec la Ligue communiste à Nancy fin 1972, après avoir été militant aux étudiants socialistes et au CERES.

Après des études de philosophie, il a travaillé à la Sécurité sociale pendant quelques années. Mais après un apprentissage de linotypiste il a quitté Nancy pour Sedan où il a travaillé au journal *l'Ardennais*. Il part ensuite pour Paris comme correcteur d'imprimerie, métier qu'il exercera pendant de nombreuses années. Mais sa vraie vocation était d'être pianiste. Très jeune son talent avait été remarqué au conservatoire de Nancy où il avait obtenu un premier prix. Il n'avait pas pu poursuivre dans cette voie, mais des décennies plus tard il réalise son rêve en reprenant des études de musique, et en devenant professeur de piano et concertiste. Il a donné plusieurs concerts remarqués à Paris.
Paulo adorait aussi les randonnées en montagne avec sa compagne. Paulo est resté jusqu'à la fin fidèle à ses engagements révolutionnaires. Il a milité à la LCR jusqu'à la création du NPA, auquel il n'a pas adhéré mais dont il est resté proche. Il a milité à Attac et surtout très activement à l'UL CGT de Montreuil, ville où il habitait, et à l'UD CGT du 93. Nos condoléances à sa compagne Annie et à ses proches.
Ses camarades du NPA et d'Ensemble

DR

FÉMINISME

«Avec ces attaques sur tous les fronts, les gens, les militantEs sont désorientéEs»

Entretien. *À l'approche du 8 mars, l'Anticapitaliste a interviewé* ***Kay****, militante dans le Milwaukee et membre du Comité national de Solidarity.*

Trump vient de commencer son deuxième mandat. Quelles sont les conséquences pour les droits des femmes et des personnes LGBTI ?
Trump n'a pas de convictions sur l'avortement. D'une part, il veut montrer aux forces anti-avortement qu'il est de leur côté, mais de l'autre il ne veut pas se mettre à dos celles et ceux qui sont pour le droit à l'avortement. Et il y en a beaucoup chez les Républicains, notamment chez les femmes. Néanmoins, les forces anti-avortement, qui visent une interdiction nationale, sentent qu'elles ont le vent en poupe avec son élection.
À l'été 2023, la Cour suprême a renversé la décision de Roe vs. Wade, de 1973. Aujourd'hui, la base de Trump, très anti-avortement, attend qu'il aille plus loin. Il dit être fier d'avoir nommé les trois juges qui ont permis de renverser l'arrêt Roe vs. Wade.
Concernant les LGBTI c'est très différent. Il était frappant pendant la campagne de voir les Républicains dépenser des centaines de millions de dollars dans les publicités pour attaquer les trans. Un terrain préparé depuis des années avec le passage de lois anti-trans dans des États comme le Texas ou la Floride. En Floride, on dit *« Don't say gay »* : il ne faut pas prononcer le mot gay dans les écoles primaires. Pour les enfants, on ne peut pas parler de sexualité, d'orientation sexuelle. Et surtout pas d'identité sexuelle. Pendant la campagne, Trump a déclaré qu'il n'y a que deux sexes.
Il s'est passé une chose terrible à Stonewall, à New York, qui a été en 1969 le centre du soulèvement gay et lesbien (comme on disait à l'époque). Ce mouvement a été mené par deux femmes trans, de couleur — une Portoricaine et une femme noire. Il y avait un monument fédéral où était gravé LGBTQ dans une pierre, comme dans un cimetière. La semaine dernière, ils ont enlevé le T et le Q. Il y a maintenant LGB, comme si le T (les trans) n'existait pas.

Est-ce que, dans la population, les gens se sont sentis autorisés à être agressifs ?
Absolument, parce qu'une fois que ça vient d'en haut, ça ouvre les possibilités. Il y a aussi un changement dans les grandes sociétés qui étaient beaucoup plus « progressistes » sur les questions LGBTI, comprenant qu'il faut être ouvert à la diversité.
En 2021, en Caroline du Nord, un État réactionnaire du Sud, la Chambre des députéEs avait introduit un projet de loi pour bannir les trans des toilettes correspondant à leurs identités. Le projet avait été retiré car l'association

Ted Eytan

Le problème, c'est le recul de tous les mouvements. Après les grandes mobilisations dans les années 1970, le mouvement des femmes s'est détourné vers les campagnes électorales

sportive, la NCAA, qui organise 500 000 athlètes universitaires, avait menacé d'arrêter les championnats dans l'État si le projet passait. Des associations disaient la même chose. Mais il y a eu un tournant. Le lendemain du jour où Trump a dit que les trans ne peuvent pas faire de sport, la NCAA a exclu les athlètes trans.

Après que Trump a dit que les trans ne peuvent pas faire de sport, la NCAA a exclu les athlètes trans

Parmi les 500 000 athlètes universitaires, il y a entre 10 et 40 athlètes trans. C'est un nombre très faible, entre 1 % et 2 % de la population et pas d'organisations trans fortes. On commence avec eux et elles et puis on passe aux autres. Ainsi en 2023, Clarence Thomas, l'un des juges réactionnaires, a invité le procureur à revenir sur le mariage gay acquis depuis des années. C'est le début d'attaques plus générales.

Est-ce qu'il y a des mobilisations en réaction à ces attaques ?
Le lendemain de l'intronisation de Trump en 2017, il y a eu d'énormes mobilisations : un million de gens à l'appel des organisations de femmes à Washington, et plus encore partout aux États-Unis. C'était un peu flou sur les mots d'ordre parce que c'était une défense générale de l'avortement mais ça montre le potentiel de mobilisation.
Le problème, c'est le recul de tous les mouvements. Après les grandes mobilisations dans les années 1970, le mouvement des droits civiques, celui des femmes s'est détourné vers les campagnes électorales avec l'idée de passer des lois au niveau de chaque État et au niveau fédéral.
Le meilleur exemple, c'est le projet d'amendement à la Constitution, le ERA (amendement des droits égaux). C'est très difficile parce qu'il faut qu'il passe dans 75 % des États et par une majorité des deux tiers à la Chambre de députéEs et au Sénat. Ils ont fait une grosse campagne. Mais ce n'était pas une campagne dans les rues. C'était des lobbies, des courriers, des rencontres avec des députéEs. Ce mouvement très institutionnel a détourné le mouvement de la rue et démobilisé.
Maintenant, il y a une ou deux générations qui ne savent pas vraiment lutter de cette façon. Ça reviendra mais on a perdu la culture des luttes de masse. De même pour le mouvement des droits civiques. Le mouvement des NoirEs dans les années 1950-1970, c'était extraordinaire avec des acquis supers. La plupart sont en train d'être perdus, comme le droit de vote : au niveau des États, des mesures vont rendre l'accès aux urnes plus difficile pour les étudiantEs, les gens marginalisés, qui n'ont pas le permis de conduire ou bien pas une carte d'identité d'un certain type.

Sur l'avortement, au-delà de la question du droit, en France, demeure le problème de l'accès réel à l'avortement. Qu'en est-il aux USA ?
L'extrême droite anti-avortement avait comme stratégie de bloquer l'accès des cliniques. Actuellement, la Cour suprême est en train de débattre d'une loi qui garantirait une zone de sécurité devant les cliniques. On va voir ce qui se passe avec ça…
Une autre question est celle des pilules abortives à base de mifepristone (connues sous le nom de RU-486). Il y a une bataille pour savoir si on a le droit de l'envoyer dans un État où il est interdit. Dernièrement, le procureur général du Texas, un vrai réactionnaire, a demandé l'extradition d'un médecin d'un État où l'avortement est toujours légal, qui avait envoyé à une femme ces pilules de mifepristone. Cette répression est faite pour intimider. À peu près 50 % des avortements sont faits avec ce genre de pilule, donc ceux qui veulent empêcher les avortements doivent viser ces pilules car beaucoup d'avortements ne se passent plus dans les cliniques.

Comment préparez-vous le 8 mars ?
Avec ces attaques sur tous les fronts, les gens, les militantEs sont désorientéEs. Où mettons-nous les forces ? La vision des gens et les luttes sont très éparpillées, le mouvement populaire très déstabilisé. En 2017, il y avait un million de personnes à Milwaukee, la plus grande manifestation que j'ai jamais vue. Et puis plus rien. Il y aura une réponse mais je pense qu'on est tous un peu confus. Et j'avoue, il y a de la peur. Peur de manifester mais surtout une peur plus globale. La répression n'est pas très forte pour l'instant car il n'y a pas beaucoup de mobilisations. Rappelons que pendant le premier mandat, Trump voulait que l'armée intervienne pendant les manifestations de Black Lives Matter. Le général Marc Miley en refusant a mis Trump en colère, et il a été limogé. Lui et sa famille reçoivent des menaces des amis de Trump qui le qualifie de « traître ». Il peut y avoir de la répression. Il y a eu des mobilisations en solidarité avec la Palestine dans les universités qui ont subi une répression féroce. Les procès se multiplient contre les militantEs, étudiantEs et les soutiens. Il y a une identification de l'antisionisme à de l'antisémitisme : attaquer l'État d'Israël ou montrer de la solidarité avec la population de Palestine ou même appeler au cessez-le-feu peut être qualifié d'antisémitisme. Au total, les mobilisations sont difficiles.
Mais les grandes mobilisations de Black Lives Matter, des luttes syndicales de grande envergure comme dans l'automobile et l'enseignement, et les campements et manifestations pro-Palestine de ces dernières années serviront d'inspiration et de point de référence pour les mobilisations et luttes à venir.

Propos recueillis par Elsa Collonges

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ?
Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
— la revue —

Le n° 163 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine